

20210728 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/33933/mer-mediterranee-les-garde-cotes-libyens-menacent-le-sea-watch-4>

Actualités



Le Sea Watch 4 est le seul navire présent actuellement au large des côtes libyennes. Crédit : Ansa

Mer Méditerranée : les garde-côtes libyens menacent le Sea Watch 4

Par [Leslie Carretero](#) Publié le : 28/07/2021

Le Sea Watch 4 a été victime d'intimidations de la part des garde-côtes libyens, a indiqué sur Twitter mardi l'ONG allemande éponyme. Dans un extrait audio diffusé par Sea-Watch, on entend les autorités libyennes exhorter le navire humanitaire à quitter la zone de recherche et de sauvetage (SAR zone), et menacer les humanitaires de les "arrêter" s'ils n'obéissent pas aux ordres.

Seul navire humanitaire actuellement actif en Méditerranée centrale, le Sea Watch 4 est arrivé lundi 26 juillet dans la zone de recherche et de sauvetage (SAR zone), au large des côtes libyennes. Dès le lendemain, alors qu'il sillonnait le secteur à la recherche d'embarcations en détresse, il a reçu un appel radio des garde-côtes libyens.

Dans l'enregistrement diffusé par Sea-Watch sur Twitter, on entend les autorités libyennes menacer les humanitaires. "Ici les garde-côtes libyens (...) Vous devez quitter la SAR zone. Si vous ne le faites pas, nous prendrons tous les moyens disponibles pour vous forcer à quitter la SAR zone (...)", lance une voix masculine au Sea Watch 4. "Vous violez les lois internationales. Ici, ce sont les eaux libyennes, c'est la SAR zone libyenne. Vous n'êtes pas autorisés à stationner ici (...) Si vous restez, nous enverrons notre navire et nous vous arrêterons", continue l'homme.

Au moment de cet appel, le Sea Watch 4 se trouvait à 30 miles nautiques des côtes libyennes, dans les eaux internationales, précise à InfoMigrants Mattea Weihe, porte-parole de Sea-Watch. "Nous (avons) parfaitement le droit d'être là", affirme sur Twitter l'ONG.

"Acte de piraterie"

Selon Sea-Watch, "il s'agit d'une grave violation" du droit maritime. Le secrétaire national de la gauche italienne Nicola Fratoianni va encore plus loin et accuse les garde-côtes libyens "d'acte de piraterie".

Le porte-parole de l'Organisation internationale des migrations (OIM) prend également la défense du navire humanitaire. "La SAR zone [sous coordination libyenne, ndlr] établit la responsabilité de sauver des vies, et non un droit exclusif d'intervenir. Ce sont les eaux internationales, et non libyennes", déclare sur Twitter Flavio Di Giacomo. Il rappelle également qu'une "SAR zone nécessite également un port sûr de débarquement" et que la Libye ne peut être considérée comme telle.

Ce n'est pas la première fois que Sea-Watch est menacée par les autorités libyennes. Mattea Weihe assure qu'à plusieurs reprises ces dernières années les garde-côtes ont "tenté d'intimider l'équipage en encerclant pendant un long moment leur navire".

Plusieurs navires humanitaires menacés

D'autres ONG ont aussi connu le même sort. En octobre 2019, [l'Alan Kurdi de Sea-Eye avait rapporté avoir été pris à partie en Méditerranée par des individus à bord de vedettes surmontées "d'un drapeau libyen"](#). "Alors que nous avions déjà pu récupérer 10 personnes à bord, notre bateau a été entouré par trois vedettes rapides sur lesquelles se trouvaient des gens masqués et lourdement armés", avait à l'époque signalé à l'AFP Gorden Isler, porte-parole de Sea-Eye. Celles-ci avaient effectué des tirs de prévention en l'air et dans l'eau dans laquelle étaient tombés plusieurs migrants.

L'ONG Open Arms a également eu une altercation avec les garde-côtes libyens en 2017. Ces derniers avaient ordonné au bateau de ne plus s'approcher, avant de lancer une rafale de tirs en l'air.

Plus récemment, en juin dernier, Sea-Watch a publié une vidéo, prise depuis son avion de surveillance, [montrant des garde-côtes libyens tirer des coups de feu en direction d'une embarcation de migrants](#), se dirigeant vers Lampedusa.

Malgré les accusations de violences qui se répètent contre les autorités libyennes, [le Parlement italien a renouvelé le 15 juillet son aide financière et matérielle aux garde-côtes libyens](#), dans le but de stopper les embarcations de migrants en Méditerranée centrale. Selon l'ONG Oxfam, l'aide italienne allouée aux autorités du pays depuis 2017 s'élève à 32,6 millions d'euros.